



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 05/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **A2C GRANULATS VICAT GSM site A**

Route D18

77347003

77134 LES ORMES SUR VOULZIE

Références : 221323

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement A2C GRANULATS VICAT GSM site A implanté Route D18 77134 LES ORMES SUR VOULZIE. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C GRANULATS VICAT GSM site A
- Route D18 77347003 77134 LES ORMES SUR VOULZIE
- Code AIOT dans GUN : 0006514331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Sur les communes de Mouy-sur-Seine et Les Ormes-sur-Voulzie (77), les entreprises A2C Granulat, GSM et VICAT sont autorisées à exploiter conjointement une carrière alluvionnaire dite site A par l'Arrêté Préfectoral du 19 octobre 2010 sur une surface de 177 ha 95 a 62 ca ; pour une production moyenne de 380 000 t/an (et maximale de 800 000 t/an) pour une durée de 30 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Bilan annuel
- Biodiversité
- Plan de gestion des déchets
- Garanties financières

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
gestion et suivi des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Respect des dispositions relatives à la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article II-3-2	/	Sans objet
GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article V	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont bien respectées.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.  Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets le jour de la visite. Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière a été établi en février 2022 pour la période 2022 - 2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : gestion et suivi des zones de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières :  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.  Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none"><li>- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;</li><li>- à la récupération et au traitement des lixiviats ;</li><li>- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.</li></ul> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> Des zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont actuellement présentes sur le site. Les terres végétales et stériles de découverte qui sont stockés font l'objet d'un suivi des quantités et les zones de stockage correspondantes sont représentées sur un plan topographique.  L'exploitant a indiqué le volume et la localisation des stocks de terres végétales et de stériles de découverte (dont les merlons) sur le plan annuel d'exploitation de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Respect des dispositions relatives à la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article II-3-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Suivi floristique, phytoécologique et faunistique
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi floristique, phytoécologique et faunistique (cf. page 58 et 59 de l'étude d'impact écologique) est couplé au suivi piézométrique défini à l'article.III 7</p> <p>Ce suivi concerne l'ensemble des espaces d'intérêt écologique majeur situés aux abords du projet (figure 80 de l'étude d'impact):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les boisements alluviaux situés aux abords des secteurs d'exploitation site A (Saudrielles, Marais et Chatelet) ;</li> <li>-Les mosaïques de milieux hygrophiles à mésohygrophiles au Nord du secteur du Chatelet site A ;</li> <li>-l'enclave de roselière hygrophile en bordure Ouest du secteur Saudrielles site A.</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les friches mésophiles et les pelouses sèches à l'Est du secteur du Marais site A ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- et les zones remises en état au fur et à mesure de leur réalisation.</li> </ul> <p>Pour la flore et la végétation, il s'agit de réaliser :</p> <p>Tous les deux ans, des relevés floristiques semi-quantitatifs au sein de parcelles expérimentales représentatives des différents types de milieux remarquables présents aux abords du projet et des milieux restaurés dans le cadre des mesures compensatoires.</p> <p>Tous les 6 ans un état des lieux détaillé des sites d'intérêt écologique majeur, comprenant l'élaboration d'une carte des formations végétales et la réalisation d'un inventaire floristique exhaustif.</p> <p>Pour la faune, il s'agit de réaliser tous les deux ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un inventaire exhaustif des groupes faunistiques indicateurs de la qualité des milieux (( oiseaux (dont Pie-Grièche écorcheur, busard des roseaux et Bondrée apivore), Odonates, Orthoptères ou les lépidoptères Rhopalocères et les chiroptères);</li> <li>- une analyse qualitative et quantitative des populations d'espèces remarquables.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection son suivi faune-flore daté du mois d'août 2021.  L'état des lieux détaillé des sites d'intérêt écologique majeur est daté de 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : GARANTIES FINANCIÈRES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La durée de l'autorisation est de 30 ans divisée en six périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle.</p> <p>Les montants de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, sont calculés avec l'indice TP 01 de février 2009 = 615,3</p> <p>[...]</p> <p>Période 19/10/2020 - 18/10/2025 : S1 (ha) = 5.5 / S2 (ha) = 10.5 / L (m) = 1470 / Montant de référence (euros) TTC = 507 661 [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Dans le bilan d'exploitation pour l'année 2021, en matière de garanties financières, les valeurs maximales des surfaces S1 S2 et L sont respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

